



Assemblée générale

Distr. générale
30 juillet 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 22 d) de l'ordre du jour provisoire*

Élimination de la pauvreté et autres questions liées au développement

Mise en valeur des ressources humaines

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport a été établi en application de la résolution [77/182](#) de l'Assemblée générale. Depuis l'adoption de cette résolution, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a eu plusieurs effets préjudiciables sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Si l'économie mondiale a enregistré une croissance modeste, les déficits budgétaires, la poursuite des conflits armés et les effets persistants des changements climatiques ont provoqué d'importants reculs dans les domaines de la mise en valeur des ressources humaines, concernant notamment la santé, l'éducation et l'emploi. La transition numérique et les nouvelles technologies ont posé des difficultés supplémentaires. Chacun de ces domaines fait l'objet de recommandations de politique générale, qui sont soumises pour examen à l'Assemblée générale.

* [A/79/150](#).



I. Introduction

1. La mise en valeur des ressources humaines est un élément essentiel du programme mondial de développement durable. En définissant, en 1996, le concept énoncé dans sa résolution 50/105 adoptée en 1995, l'Assemblée générale a considéré que la mise en valeur des ressources humaines offrait aux individus davantage de possibilités de s'épanouir et de réaliser leurs aspirations. Il s'agit donc d'un moyen essentiel de réaliser les objectifs de développement durable. Depuis lors, l'Assemblée a continué à examiner l'évolution de la situation dans le domaine de la mise en valeur des ressources humaines. Dans sa résolution 77/182, l'Assemblée a souligné que la mise en valeur des ressources humaines est la clé de voûte du développement durable et que la santé et l'éducation sont au cœur de la mise en valeur des ressources humaines. L'Assemblée a également souligné que la mise en valeur des ressources humaines est un élément essentiel de l'action menée pour atteindre les objectifs de développement durable arrêtés au niveau international et pour offrir davantage de débouchés, en particulier aux personnes en situation de vulnérabilité. Dans cette optique, la déclaration politique adoptée lors du forum politique de haut niveau pour le développement durable, organisé sous les auspices de l'Assemblée générale (connu sous le nom de Sommet sur les objectifs de développement durable) en septembre 2023, a réaffirmé la vision qu'ont les États Membres d'un monde qui assure l'accès à une éducation de qualité, inclusive et équitable, à une couverture sanitaire universelle et à la protection sociale¹.

2. Investir dans la santé, l'éducation et l'emploi a des répercussions positives durables sur le développement durable. Depuis le précédent rapport sur la mise en valeur des ressources humaines (A/77/234), le monde a continué d'enregistrer des améliorations progressives du bien-être humain. Les tendances pertinentes à long terme, telles que le vieillissement de la population et l'urbanisation continue, se sont maintenues. À plus court terme, les infections et les décès à grande échelle liés à la pandémie de coronavirus (COVID-19) ont généralement pris fin, grâce à la disponibilité accrue des vaccins et à leur utilisation généralisée. De nombreux pays dont la croissance économique avait été freinée par la pandémie ont renoué avec l'expansion économique, la croissance mondiale devant se situer autour d'un taux modeste de 2,7 % en 2024². Dans le même temps, toutefois, les conflits armés ont fait davantage de victimes, provoquant la mort de milliers de civils³. Les changements climatiques ont continué d'exposer les communautés vulnérables à des tragédies redoutables et souvent imprévues, tandis que les migrations, y compris les déplacements internes, entraînent, à l'échelle mondiale, des risques accrus pour de grands groupes de population.

3. Les sections ci-après rendent compte de quelques évolutions clés survenues ces deux dernières années dans les domaines de la santé, de l'éducation et du travail. Le rapport comporte également une analyse des répercussions qu'auront probablement les technologies numériques sur ces trois volets de la mise en valeur des ressources humaines.

¹ Résolution 78/1 de l'Assemblée générale, annexe, par. 18.

² Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, « World economic situation and prospects », point de situation n° 181, juin 2024, disponible à l'adresse suivante : <https://www.un.org/development/desa/dpad/%20publication/world-economic-situation-and-prospects-june-2024-briefing-no-181/>.

³ Institut international de recherche pour la paix de Stockholm, *SIPRI Yearbook 2024: Armaments, Disarmament and International Security* (Oxford University Press, 2024).

II. La santé dans le monde après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)

4. Tous les volets de la mise en valeur des ressources humaines sont tributaires de la santé et du bien-être. Une bonne santé est essentielle à la réalisation des aspirations personnelles et à l'épanouissement de l'individu. Au cours des dernières années, les progrès scientifiques et l'extension de la couverture des services ont contribué à la réalisation, à l'échelle mondiale, d'avancées majeures dans le domaine de la santé. Entre 2000 et 2019, l'espérance de vie moyenne à la naissance est passée de 66,8 à 73,1 ans. La pandémie de COVID-19 a rapidement inversé cette tendance encourageante, faisant retomber l'espérance de vie dans le monde à 71,4 ans en 2021⁴. Fait remarquable, la mortalité juvénile a diminué de 51 % depuis 2000 pour atteindre le chiffre sans précédent de 4,9 millions d'enfants en 2022⁵. En 2016, le chiffre était de 5,6 millions⁶. Si la couverture sanitaire universelle s'est étendue depuis 2000, comme nous le verrons plus loin, les progrès enregistrés ne sont pas encore suffisants pour atteindre les objectifs fixés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. En outre, les progrès réalisés dans le cadre de la couverture de la santé reproductive et de la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant, ainsi que des maladies non transmissibles, ont été plus lents que ceux obtenus dans le domaine des maladies infectieuses⁷.

5. Chaque année, les maladies non transmissibles sont responsables de 74 % des décès. Il n'en reste pas moins que la probabilité de mourir des principales maladies non transmissibles (maladies cardiovasculaires, cancer, diabète et maladies respiratoires chroniques) a diminué de 2,1 % entre 2010 et 2019 chez les personnes âgées de moins de 70 ans. Cette évolution s'explique en partie par la baisse de la consommation de tabac et d'alcool⁸.

6. La propagation des maladies infectieuses autres que la COVID-19 a également diminué au niveau mondial. À titre d'exemple, pour 2022, on estime à 1,3 million le nombre de nouvelles infections par le VIH/sida, soit une baisse de 38 % par rapport à 2010⁹. L'incidence de la tuberculose a diminué de 2 % par an en moyenne. Entre début 2023 et février 2024, le nombre de cas de COVID-19 (tels que déclarés à l'Organisation mondiale de la santé (OMS)) a chuté, passant de 27,7 millions à 256 400, et on s'attend à ce que cette baisse se poursuive¹⁰. En outre, le nombre de décès et de séquelles graves dus au COVID-19 a diminué. Cette évolution a été attribuée aux mesures de sûreté telles que la vaccination généralisée et le port de masques. La poursuite du port du masque après la pandémie a eu une incidence favorable sur l'atténuation d'autres maladies infectieuses. Néanmoins, jusqu'à 20 % des personnes qui ont contracté la COVID-19 continuent de souffrir d'affections post-COVID-19 (également connues sous le nom de « COVID-19 de longue durée »)¹¹.

⁴ Rapport sur les objectifs de développement durable 2024 (publication des Nations Unies, 2024), p. 12.

⁵ *Levels and Trends in Child Mortality Report 2023: Estimates Developed by the United Nations Inter-Agency Group for Child Mortality Estimation* (New York, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), 2023).

⁶ UNICEF, *Levels and Trends in Child Mortality Report 2019, Estimates developed by the United Nations Inter-agency Group for Child Mortality Estimation* (New York, 2019).

⁷ *Tracking Universal Health Coverage: 2021 Global Monitoring Report* (Rapport mondial de suivi de la couverture sanitaire universelle) (Genève, OMS et Banque mondiale, 2021).

⁸ Ibid.

⁹ Rapport sur les objectifs de développement durable 2024, p. 14.

¹⁰ OMS, tableau de bord Covid-19 de l'OMS, disponible à l'adresse suivante : <https://data.who.int/dashboards/covid19/cases?n=c> (consulté le 28 février 2024).

¹¹ OMS, « Post COVID-19 condition (long COVID) », fiche d'information, 7 décembre, 2022.

7. Des améliorations ont également été signalées, à l'échelle mondiale, en ce qui concerne la santé sexuelle, reproductive et maternelle. Le taux d'accouchements sans risque assistés par un professionnel de santé qualifié est passé de 61 % en 2000 à 86 % en 2022¹². Parallèlement, le pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans dont les besoins en matière de planification familiale sont satisfaits par des méthodes modernes a atteint 77 % en 2022, contre 57 % en 1990¹³.

8. La malnutrition et la faim continuent de sévir dans le monde. En 2022, 13,7 millions d'enfants de moins de 5 ans ont souffert d'émaciation grave¹⁴. La diminution de 3,8 millions du nombre de personnes souffrant de la faim en 2022 par rapport à 2021 témoigne d'un certain progrès¹⁵. À l'autre extrémité du spectre, 37 millions d'enfants de moins de cinq ans et 2,5 milliards d'adultes dans le monde sont en surpoids ou obèses¹⁶. Il est à craindre que la qualité nutritionnelle des régimes alimentaires continue de décliner à l'échelle mondiale.

9. Sur l'ensemble de la population mondiale, 16 %, soit 1,3 milliard de personnes, souffrent d'un handicap grave¹⁷. Les personnes vivant avec un handicap sont davantage susceptibles de contracter des affections chroniques secondaires et de mourir prématurément. Elles doivent en outre faire face à des inégalités en matière de santé liées à la stigmatisation, à la discrimination, à l'exclusion de l'emploi et aux obstacles systémiques des systèmes de santé.

10. En ce qui concerne la santé mentale, des progrès notables ont été accomplis en matière d'élaboration de politiques, de renforcement des capacités et d'établissement de rapports sur les indicateurs de santé mentale. En 2020, 146 pays avaient mis en place des politiques autonomes de soutien à la santé mentale¹⁸. En outre, dans 88 % des pays du monde, les agents de soins de santé primaires ont reçu une formation sur la manière de gérer les problèmes de santé mentale¹⁹. Entre 2000 et 2019, le taux mondial de décès par suicide a baissé de 29 %²⁰. Malgré cela, un tiers seulement des personnes souffrant de dépression et moins de deux tiers des personnes atteintes de psychose reçoivent des soins de santé mentale formels dans les pays à revenu élevé²¹. Cette situation est d'autant plus alarmante que les personnes atteintes de ces pathologies souffrent de manière disproportionnée de taux d'invalidité et de mortalité plus élevés et que leur accès aux opportunités économiques se trouve entravé²².

11. Les déterminants de la santé mentale étant la pauvreté, la violence, les inégalités et les privations environnementales, les populations déjà touchées par ces facteurs sont davantage susceptibles de contracter des troubles de la santé mentale. Au total,

¹² OMS, Observatoire mondial de la santé, « Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié (%) », consulté le 26 avril 2024.

¹³ *World Family Planning 2022: Meeting the Changing Needs for Family Planning – Contraceptive Use by Age and Method* (Publication des Nations Unies, 2023).

¹⁴ OMS, Observatoire mondial de la santé, disponible à l'adresse suivante : <https://www.who.int/data/gho/data/themes/topics/%20joint-child-malnutrition-estimates-unicef-who-wb> (consulté le 29 février 2024).

¹⁵ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fonds international de développement agricole (FIDA), UNICEF, Programme alimentaire mondial (PAM) et OMS, *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023 : Urbanisation, transformation des systèmes agroalimentaires et accès à une alimentation saine le long du continuum rural-urbain* (Rome, FAO, 2023).

¹⁶ OMS, « Obésité et surpoids », fiche d'information, 1er mars 2024.

¹⁷ OMS, « Handicap », fiche d'information, 7 mars 2023.

¹⁸ OMS, *Rapport mondial sur la santé mentale : transformer la santé mentale pour tous* (Genève, 2022).

¹⁹ Ibid.

²⁰ OMS, *Plan d'action global pour la santé mentale 2013-2030* (Genève, 2021).

²¹ Voir OMS, *World Mental Health Report* (Rapport de l'OMS sur la santé mentale dans le monde).

²² Ibid.

13 % des adolescent(e)s²³ et 14 % des adultes plus âgés²⁴ vivent avec un trouble mental, tandis que les personnes en transition de genre connaissent des taux de dépression plus élevés²⁵. Une personne sur cinq ayant été exposée à un conflit au cours des dix dernières années contractera un trouble mental tel que le stress post-traumatique, l'anxiété, la dépression ou le trouble bipolaire²⁶.

12. En résumé, les progrès scientifiques et technologiques et l'expansion des services de santé ont contribué à la réalisation d'améliorations notables dans plusieurs domaines de la santé dans le monde au cours des dernières années. Ces améliorations vont de l'augmentation de l'espérance de vie et de l'amélioration de la qualité de la vie à la diminution des taux comparatifs, par âge, de prévalence des maladies transmissibles, maternelles, néonatales et nutritionnelles. Malgré cela, de nombreuses personnes restent exclues de ces avancées, notamment les membres des groupes marginalisés et vulnérables. Les mesures d'austérité post-COVID et le poids du service de la dette ont davantage entravé la fourniture de services dans certains pays. À mesure que la pandémie s'éloigne, l'attention devrait se porter à nouveau sur les obstacles systémiques aux soins de santé et sur les préoccupations émergentes telles que les changements climatiques.

13. Cette évolution exigera que l'on aborde les subtilités et les complexités propres à la gestion de la santé, qui est une œuvre à la fois globale et aux multiples composantes. Pour y parvenir, il faudra prendre en compte l'interconnexion des influences environnementales, sociodémographiques, politiques et économiques sur la santé. Les nouveaux schémas de migration, le vieillissement des populations, les inégalités de genre, les conflits internationaux et intranationaux, la confidentialité des données et l'intelligence artificielle doivent tous être pris en compte. Pour ce faire, la planification de demain devra intégrer les initiatives locales, nationales, régionales et mondiales et tenir compte de l'interdépendance des personnes, des plantes, des animaux et de l'environnement commun, dans le cadre de l'approche « Une seule santé ».

Impacts de l'environnement sur la santé humaine

14. Les changements climatiques constituent l'une des plus grandes menaces sanitaires émergentes auxquelles l'humanité doit faire face. D'une manière générale, les vagues de chaleur, la propagation de maladies zoonotiques, le déclin de la diversité biologique, la pollution de l'air et la présence de microplastiques dans la chaîne alimentaire affectent la santé mondiale à la fois directement et indirectement. Pour la période allant de 2030 à 2050, l'OMS prévoit 250 000 décès supplémentaires par an imputables au stress thermique, à la malnutrition, au paludisme et à la diarrhée²⁷.

15. Les vagues de chaleur liées aux changements climatiques sont responsables de 37 % de tous les décès liés à la chaleur. Les personnes âgées sont particulièrement vulnérables, puisque le nombre de décès chez les plus de 65 ans a augmenté de 70 % au cours des 20 dernières années²⁸. Les phénomènes météorologiques extrêmes ont contraint 32,6 millions de personnes à se déplacer en 2022²⁹.

²³ OMS, « Santé mentale des adolescents », fiche d'information, 17 novembre 2021.

²⁴ OMS, « Santé mentale des personnes âgées », fiche d'information, 20 octobre 2023.

²⁵ OMS, « Genre et santé », questions et réponses, 24 mai 2021.

²⁶ OMS, « La santé mentale dans les situations d'urgence », fiche d'information, 16 mars 2022.

²⁷ OMS, « Fast facts: on climate and health », Climate Action Series (2021) ; OMS, « Changements climatiques et santé », fiche d'information, 30 octobre 2021.

²⁸ OMS, « Changements climatiques et santé », fiche d'information, 30 octobre 2021.

²⁹ Observatoire des situations de déplacement interne, Rapport mondial sur le déplacement interne 2023 (Genève, 2023).

16. Les changements saisonniers de température à long terme augmentent les risques de maladies transmises par les aliments, l'eau et les vecteurs. Les moustiques, les tiques et autres vecteurs ont davantage de temps pour se reproduire et étendre leurs habitats en raison de la hausse des températures constatée durant toute l'année. Les environnements plus chauds abritent également des niveaux plus élevés d'agents pathogènes. Les zoonoses sont de plus en plus préoccupantes, puisque les conditions inhospitalières obligent les espèces à s'installer dans de nouveaux habitats, ce qui peut multiplier leurs contacts avec l'homme.

17. Sur le plan collectif, les manifestations du changement climatique menacent la biodiversité partout dans le monde. Étant donné que les soins de santé prodigués à 85 % de la population mondiale ont pour source première des matériaux végétaux, la conservation de ces derniers revêt la plus haute importance pour la santé humaine et le développement économique³⁰.

18. Les zones humides, les habitats marins et les forêts font partie des puits de carbone naturels menacés, qui absorbent l'excès de gaz à effet de serre. Ces écosystèmes jouent un rôle essentiel dans la réduction de la pollution atmosphérique, qui tue 7 millions de personnes par an. Le développement d'infrastructures vertes dans les centres urbains permet de réduire les températures ambiantes, d'améliorer l'efficacité énergétique, de créer des emplois verts, de filtrer l'eau et l'air et de promouvoir la santé sociale en créant des espaces communautaires plus vivants et plus paisibles³¹.

19. Enfin, on s'attend à ce que 37 millions de tonnes de plastique jonchent les océans, les mers et les eaux intérieures chaque année, d'ici à 2040³². La propagation mondiale des microplastiques constitue une nouvelle menace pour la santé environnementale et s'accompagne d'effets néfastes sur la santé humaine. S'il reste encore beaucoup à apprendre sur les particules de plastique présentes dans les océans du monde entier, on a pu établir des liens clairs entre ces éléments et la santé humaine. Les microplastiques absorbent les contaminants toxiques présents dans l'eau. Ces toxines sont ensuite ingérées par l'intermédiaire de l'eau potable et du sel contaminés, ainsi que des espèces aquatiques qui consomment les microplastiques. En fin de compte, ce phénomène peut perturber le système hormonal et provoquer des cancers et des anomalies génétiques³³. Fait prometteur, davantage de politiques interdisant l'utilisation de microplastiques et de plastiques à usage unique sont mises en œuvre afin d'atteindre l'objectif de développement durable n° 14 et de protéger les êtres humains de cette nouvelle menace pour la santé³⁴. Des négociations ont été engagées pour mettre en place un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, y compris dans l'environnement marin.

III. Reconstruire l'éducation

20. Plus que jamais, l'éducation permet aux jeunes d'apporter une contribution utile à la société. Elle leur permet de devenir des citoyens conscients et responsables, concepteurs d'un avenir plus prospère et plus durable. L'éducation joue un rôle fondamental dans l'acquisition des valeurs, des connaissances et des compétences dont il faut disposer pour participer à l'économie, tisser le tissu social de la société et

³⁰ D.S. Fabricant et N.R. Farnsworth, « The value of plants used in traditional medicine for drug discovery », *Environmental Health Perspectives*, vol. 109, n° 1, p. 69 à 75.

³¹ Commission économique pour l'Europe, « Les forêts urbaines peuvent aider à bâtir des villes durables », 13 avril 2022.

³² UN News, « Plastic pollution on course to double by 2030 », 21 octobre 2021.

³³ Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), « Microplastics report », 3 mai 2019.

³⁴ PNUE, « Legal limits on single-use plastics and microplastics report », 17 février 2018.

mener une vie saine. En tant que bien privé et public, l'éducation est essentielle au développement durable.

21. Au fil du temps, les progrès réalisés dans l'élargissement de l'accès à l'éducation se sont révélés encourageants. La fréquentation de l'école préprimaire a progressé au niveau mondial, passant de 67 % en 2002 à 75 % en 2022, tandis que 87 % des enfants vont au bout de l'enseignement primaire³⁵. Cependant, les obstacles à une éducation accessible et de qualité demeurent particulièrement difficiles à surmonter pour les habitants des pays à faible revenu et pour les groupes marginalisés, qui sont handicapés par l'absence d'équité, d'inclusion et de pertinence. Dans les pays à revenu élevé, 91 % des élèves termineront leurs études secondaires, contre 19 % dans les pays à faible revenu³⁶.

22. La pandémie de COVID-19 a mis en lumière et exacerbé les inégalités dans le monde entier. Les fermetures d'écoles dans les pays en développement ont duré plus longtemps. En outre, dans ces pays, les limitations technologiques et le manque de soutien professionnel aux enseignants laissent supposer que, par rapport aux pays développés, le recours à d'autres modalités s'est avéré moins efficace que l'enseignement en présentiel. En raison donc des fermetures d'écoles dans les pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire, jusqu'à 70 % des enfants âgés de 10 ans sont incapables de lire ou de comprendre un texte simple, contre 57 % avant la pandémie³⁷.

23. Si les enfants à faible revenu et marginalisés ont été les plus touchés, toutes les écoles ont subi des pertes d'enseignement à un degré ou à un autre. Dans les pays en développement, certains enfants sont peut-être entrés prématurément dans le monde du travail informel. En 2020, plus de 100 millions d'enfants n'ont pas atteint le niveau de compétence requis, et la maîtrise de la lecture de la première à la huitième année a régressé de 9 % par rapport à l'année précédente. On estime qu'entre 2020 et 2022, 147 millions d'enfants perdront plus de la moitié de l'enseignement en personne qu'ils auraient dû recevoir³⁸. Les incidences financières de ces pertes s'élèvent à 17 000 milliards de dollars de revenus à l'échelle d'une vie entière pour les enfants d'aujourd'hui³⁹.

Restaurer l'accès à l'éducation pour tous les enfants

24. Les évaluations des initiatives de relèvement de l'éducation ont révélé des taux de réussite variables. Si les écarts d'apprentissage persistent dans certains contextes, ils sont en train de s'inverser favorablement dans d'autres. Même s'il faudra du temps pour voir les résultats de ces initiatives, de nombreux pays étaient revenus, en 2021, à l'enseignement en personne pour tous les niveaux scolaires. De nombreuses stratégies de rescolarisation réussies ont donné la priorité à l'inclusion, en veillant à ce que même les enfants les plus vulnérables soient pris en compte dans les initiatives de relèvement. Les systèmes de détection anticipée et l'établissement de l'état des lieux, par exemple, ont permis de repérer les enfants qui risquaient le plus d'abandonner l'école. Comme cela avait été le cas avant la pandémie, les transferts

³⁵ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Base de données sur les inégalités mondiales dans l'éducation, disponible à l'adresse suivante : <https://www.education-inequalities.org/> (consulté le 7 mars 2024).

³⁶ UNESCO, « Visualizing Indicators of Education for the World (VIEW) », disponible à l'adresse suivante : <https://education-estimates.org> (consulté le 7 mars 2024).

³⁷ Groupe de la Banque mondiale, « 70 per cent of 10-year-olds in learning poverty, unable to read and understand a simple text » (« 70% des enfants âgés de 10 ans en situation de précarité éducative sont incapables de lire et comprendre un texte simple »), communiqué de presse, 23 juin 2022.

³⁸ *Rapport sur les objectifs de développement durable 2021* (publication des Nations Unies, 2021).

³⁹ Ibid.

d'argent aux familles qui envoyaient leurs enfants à l'école se sont également montrés efficaces⁴⁰.

25. En 2024, les enfants touchés par les conflits armés et la violence continuent d'être exposés à des retards dans leur formation. La destruction des établissements scolaires et des infrastructures communautaires, ainsi que les déplacements et la perte de membres de la famille, ont des effets durables et souvent traumatisants sur l'éducation, le bien-être et le développement cognitif et psychologique futur de ces enfants ; par ailleurs, quelque 3 millions de femmes et de filles souffrent de la violence fondée sur le genre. Les enfants migrants et réfugiés se voient souvent refuser l'accès à l'école une fois qu'ils ont changé de lieu de résidence, en raison de la surpopulation, du manque de moyens de transport, de la discrimination sociale, des politiques d'exclusion légale et de l'absence de capacités d'enseignement. Globalement, plus de 50 % des enfants réfugiés ne sont pas scolarisés⁴¹.

26. Parmi ces enfants, les filles et les jeunes femmes sont particulièrement exposées au risque de perdre leur accès à l'éducation. De fait, dans les pays touchés par un conflit, les filles ont deux fois et demie moins de chances d'être scolarisées que les garçons et 90 % moins de chances d'être dans l'enseignement secondaire que leurs homologues des régions qui ne sont pas touchées par un conflit. En 2021, moins de 3 % du financement humanitaire mondial était consacré à l'éducation⁴², ce qui atteste de la nécessité de mettre davantage l'accent sur la satisfaction des besoins spécifiques des enfants vivant dans ces conditions difficiles.

27. Les facteurs à l'origine de ces inégalités ont également des répercussions sur les filles et les jeunes femmes qui ne sont pas touchées par un conflit. La prise en charge des plus jeunes membres de la famille, les tâches ménagères, les grossesses à l'adolescence et l'absence de priorités dans l'élaboration des politiques continuent de limiter l'accès des filles à l'éducation. C'est ainsi que les femmes constituent les deux tiers de tous les adultes qui ne savent pas lire⁴³.

Apprendre pour l'avenir

28. Au-delà de l'accès, le contenu de l'éducation est vital pour la mise en valeur des ressources humaines. Les secteurs fondamentaux pour les étudiants d'aujourd'hui correspondent à la fois à des domaines émergents tels que les changements climatiques, la durabilité et la technologie et à d'autres domaines tels que les compétences techniques, les compétences interpersonnelles et la responsabilité civique. Il faudrait également s'attacher, d'urgence, à combler les lacunes d'apprentissage concernant les pandémies. Pour répondre à ces besoins, l'éducation doit faire preuve de souplesse et d'anticipation pour pouvoir s'adapter et évoluer en permanence.

29. La génération actuelle d'étudiants, plus que toute autre, devra faire face aux conséquences des changements climatiques. Il est donc primordial qu'ils acquièrent les connaissances et les compétences dont ils auront besoin pour s'adapter à l'évolution de l'environnement et pour transformer la société de manière plus viable. Presque tous les pays (94 %) déclarent avoir intégré l'éducation aux changements climatiques dans leurs programmes scolaires. Néanmoins, les faits portent à croire le contraire. Il ressort d'une analyse de 100 programmes d'enseignement nationaux que

⁴⁰ UNICEF, « Education in a post-COVID world: Towards a RAPID transformation », 2023.

⁴¹ Banque mondiale, « Delivering education in the midst of fragility, conflict, and violence », note d'information, 22 avril 2024.

⁴² Nations Unies, Sommet sur la transformation de l'éducation, « L'éducation dans les situations de crise : un appel à l'action », 2022.

⁴³ UNESCO, « #SonÉducationNotreAvenir : continuer d'inclure les filles pendant et après la crise de la COVID-19 ; derniers faits sur l'égalité des genres dans l'éducation », 2021.

près de la moitié d'entre eux (47 %) ne mentionnent pas les changements climatiques⁴⁴. L'intégration de la connaissance du climat et aussi des objectifs de développement durable dans les programmes d'études et autres moyens d'apprentissage permet de mieux comprendre les changements climatiques et leurs effets, ainsi que la manière dont ceux-ci affectent les apprenants et leurs communautés locales.

30. Les solutions d'aujourd'hui aux problèmes de demain exigent de plus en plus de compétences dans les disciplines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques. Dans un marché du travail qui est de plus en plus tributaire de domaines technologiques hautement automatisés et complexes, ces disciplines doivent faire partie de toute offre éducative à l'échelon national. Il faut s'attacher à associer les filles et les femmes, qui ont généralement été sous-représentées dans ces domaines. La prise en compte des liens entre ces différents domaines par la mise en œuvre d'une approche fondée sur les interactions et par le renforcement de l'interface entre le monde universitaire et l'industrie peut éviter un cloisonnement de ces secteurs. Ce faisant, les étudiants seront mieux outillés pour faire face au caractère complexe et multiforme des défis contemporains.

31. De même, il faudra investir dans l'enseignement technique et professionnel et dans les compétences pour pouvoir progresser vers la réalisation du Programme 2030⁴⁵. Il existe un important potentiel à exploiter dans ce domaine puisqu'en 2022, à l'échelle mondiale, 289 millions de personnes n'étaient ni en emploi, ni en études, ni en formation. On estime que jusqu'à 139 millions de nouveaux emplois s'ouvriront, d'ici à 2030, dans le seul secteur des énergies renouvelables⁴⁶. Toutefois, l'enseignement et la formation techniques et professionnels ne peuvent pas toujours répondre à cette nouvelle demande. Ces programmes n'abordent pas toujours très concrètement les compétences requises sur le marché du travail d'aujourd'hui. Cette situation s'explique en partie par le fait que, d'une manière générale, les établissements de formation ne favorisent pas, autant qu'ils le devraient, l'acquisition de l'esprit d'entreprise moderne et des compétences cognitives et numériques, puisque les compétences de leur personnel sont traditionnellement centrées sur les connaissances techniques⁴⁷. Sous un angle plus optimiste, l'enseignement et la formation techniques et professionnels sont de plus en plus mis à contribution pour ouvrir des perspectives professionnelles pour les femmes et pour leur donner les moyens de briser les stéréotypes de genre dans des domaines traditionnellement dominés par les hommes.

32. Ces défis persistent également dans la mise en valeur des compétences en matière de technologies de l'information et des communications (TIC). Dans quelque 44 pays pour lesquels des données étaient disponibles, moins de la moitié de la population possédait des compétences informatiques de base, telles que la copie d'un fichier électronique ou l'envoi d'un message électronique⁴⁸. Malgré le retour aux activités en présentiel, les technologies qui ont atteint une période de pointe durant la pandémie de COVID-19 ont généralement continué de faire partie intégrante de nos systèmes de travail et d'éducation, ce qui rend désormais indispensables les compétences en TIC.

33. Tout aussi importantes que les compétences techniques sont les compétences socioémotionnelles telles que la pensée critique, l'empathie, le règlement des

⁴⁴ *Rapport sur les objectifs de développement durable 2023* (publication des Nations Unies, 2023), p. 38.

⁴⁵ Ibid., p. 29.

⁴⁶ Agence internationale pour les énergies renouvelables et Organisation internationale du travail (OIT), *Renewable Energy and Jobs: Annual Review 2022*, (Abu Dhabi et Genève, 2022).

⁴⁷ Banque mondiale, « Improve technical and vocational education and training (TVET) to meet skills and labour mismatch », communiqué de presse, 12 juillet 2023.

⁴⁸ *Rapport sur les objectifs de développement durable 2021*.

différents et la capacité à réfléchir et à se pencher sur les problèmes complexes rencontrés au quotidien. Elles sont également dispensées en milieu éducatif, bien que souvent de manière informelle. Transformer l'éducation signifie conférer aux apprenant(e)s les connaissances, les compétences, les valeurs et les attitudes qui leur permettront d'être résilient(e)s, adaptables et préparées à un avenir incertain, tout en contribuant au bien-être humain, à l'échelle planétaire, et au développement durable⁴⁹. Accorder désormais la priorité à ces capacités dans l'enseignement contribuera à donner aux étudiants les moyens de progresser réellement vers la réalisation du développement durable, même en dehors des salles de classe.

34. L'enseignement des arts visuels et du spectacle, de l'athlétisme et de la musique est tout aussi vital pour l'avenir de l'apprentissage. Bien que ces activités soient souvent considérées comme extrascolaires, elles font partie intégrante du processus d'épanouissement académique et personnel des étudiants. Ces activités nourrissent l'imagination des apprenants, inspirent la confiance en soi, renforcent les compétences en matière de gestion du temps, renforcent la résilience et facilitent la communication de concepts complexes. Même si tout apprenant devrait pouvoir bénéficier de programmes d'enseignement dans ces domaines de ces compétences, ceux-ci sont malheureusement souvent opposés aux domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques dans l'enseignement secondaire et supérieur. Or, tout en permettant aux étudiants de poursuivre leurs programmes d'études, ces activités contribuent aussi à la formation de citoyens conscients, polyvalents et équilibrés.

Rendre plus performant le secteur éducatif de demain

35. Pour être la plus équitable possible, la prise en charge de ces domaines prioritaires de l'éducation doit s'inscrire dans une démarche multilatérale et globale, comme l'a souligné le Sommet sur la transformation de l'éducation en 2022. Toutes les parties prenantes doivent mettre en commun leurs ressources pour améliorer les méthodes d'enseignement, la collecte et l'analyse des données, les moyens de formation des enseignants et le soutien extrascolaire. La définition des modalités de concrétisation de ces transformations tout au long du processus de mise en œuvre jouera un rôle essentiel dans la réalisation de l'objectif de développement durable relatif à l'éducation. Les appels à l'action lancés à l'issue du Sommet comprenaient de nombreuses initiatives visant à renforcer l'engagement et le soutien financier à mobiliser pour combler les lacunes éducatives causées par la pandémie de COVID-19.

36. Tout d'abord, les améliorations apportées au secteur de l'éducation ont un coût. L'on a estimé qu'il faudrait mobiliser 120 milliards de dollars supplémentaires pour payer les salaires des enseignants du primaire et du secondaire si l'on voulait atteindre l'objectif de développement durable pour l'éducation⁵⁰. Le manque de financement a eu un impact disproportionné sur la capacité des pays à faible revenu à se remettre de la pandémie de COVID-19. Si l'on est convenu que les pays devraient allouer au moins 15 % des dépenses publiques à l'éducation, seuls 40 % d'entre eux ont appliqué cette recommandation en 2022⁵¹. La crise actuelle de la dette mondiale est en grande partie responsable de cette situation. Aujourd'hui, près de 3,3 milliards de personnes

⁴⁹ UNESCO, « Un tournant décisif : pourquoi nous devons transformer l'éducation maintenant », 27 juin 2022.

⁵⁰ UNESCO, « Global report on teachers: addressing teacher shortages and transforming the profession », 26 février 2024.

⁵¹ UNICEF, « Financing education recovery: a piece of cake? », juin 2022.

vivent dans des pays qui consacrent plus d'argent au service de la dette qu'à la santé et à l'éducation⁵².

37. Le soutien financier à l'éducation est plus vital que jamais, étant donné l'importance que revêt l'influence de l'éducation sur la formation des générations futures. La pénurie mondiale d'enseignants, exacerbée par le stress lié à la pandémie de COVID-19, témoigne de l'incapacité à fournir un soutien adéquat. Entre 2015 et 2022, le taux d'attrition des enseignants du primaire a doublé, passant de 4,62 % à plus de 9 %⁵³. Simultanément, le nombre d'enfants scolarisés dans le primaire a rapidement augmenté pour atteindre un niveau record de 820 millions d'enfants en 2023⁵⁴. Cette situation particulièrement épineuse compromet l'accès à l'éducation et la qualité de celle-ci en créant des classes surdimensionnées, en surchargeant les enseignants, en exacerbant les inégalités et en mettant à rude épreuve les systèmes éducatifs dans leur quête de financements. Pour atteindre l'objectif de développement durable en matière d'éducation, il faudra recruter 44 millions d'enseignants supplémentaires d'ici à 2030, et l'Europe et l'Amérique du Nord à elles seules devront faire face, collectivement, à une pénurie de quatre millions d'enseignants⁵⁵.

38. Les stratégies de suivi des données et d'établissement de rapports, telles que les évaluations de l'apprentissage, peuvent aider les États à déceler les domaines dans lesquels les besoins se font sentir et à allouer des fonds en conséquence. Les ressources telles que les programmes de formation qui permettent aux enseignants de se tenir au fait des innovations récentes et des notions pédagogiques sont essentielles. Elles permettent aux éducateurs de s'appuyer sur des stratégies fondées sur des données probantes, comme les programmes de rattrapage, et d'améliorer constamment leurs compétences en matière d'enseignement. En outre, la mise à la disposition des enseignants d'outils d'apprentissage numériques leur permet d'accéder plus facilement aux contenus et aux stratégies pédagogiques. De fait, l'association de l'enseignement en présentiel et de l'enseignement en ligne est plus efficace que l'utilisation exclusive de l'une ou l'autre méthode⁵⁶. Par ailleurs, les outils numériques favorisent l'inclusion éducative en touchant des élèves qui, autrement, pourraient se retrouver exclus des salles de classe.

39. Le soutien extrascolaire est tout aussi important. Le renforcement de la santé socioémotionnelle des élèves et des enseignants améliore leur capacité à bénéficier des avancées pédagogiques et techniques. Les services offerts par les établissements scolaires ont toujours dépassé le cadre académique pour inclure des services de nutrition, de santé, d'établissement de relations et d'hygiène menstruelle. Durant la pandémie de COVID-19, les établissements qui ont mis en place des protocoles sanitaires appropriés, fourni des services de restauration, créé des clubs de soutien et offert un soutien mental et psychosocial se sont montrés beaucoup plus résilients face aux difficultés liées à la pandémie⁵⁷. En outre, ces services de soutien jouent un rôle essentiel dans le traitement du problème omniprésent du harcèlement. Plus d'un tiers (130 millions) des élèves âgés de 13 à 15 ans ont été victimes de harcèlement, tandis que 10 % ont été victimes de harcèlement en ligne⁵⁸. Les enfants et les adolescents ainsi victimisés obtiennent de moins bons résultats dans les évaluations scolaires et

⁵² Groupe d'intervention mondiale face aux crises alimentaires, énergétique et financière, « A world of debt. A growing burden to global prosperity », juillet 2023.

⁵³ UNESCO, « Rapport mondial sur les enseignants ».

⁵⁴ Nations Unies, « UN calls for urgent action to address education crisis as global primary school-age population peaks in 2023 », 10 avril 2023.

⁵⁵ UNESCO, « Rapport mondial sur les enseignants ».

⁵⁶ UNICEF, « Effectiveness of digital learning solutions to improve educational outcomes: a review of evidence » (1^{er} avril 2021).

⁵⁷ UNICEF, « L'éducation dans un monde post-COVID ».

⁵⁸ UNESCO, *Behind the Numbers: Ending School Violence and Bullying* (Paris, 2019).

sont plus susceptibles de sécher l'école et de contracter des problèmes de santé mentale⁵⁹.

40. L'éducation doit s'orienter vers des voies de développement plus écologiques, plus inclusives et plus justes. Elle doit cultiver et développer la capacité des apprenants à s'adapter aux changements climatiques et de les atténuer, d'exiger l'avènement de la justice climatique et de prospérer dans l'économie verte. Pour l'avenir, il faudra également élaborer des programmes d'études qui favorisent une culture de la responsabilité civique, de la paix et du respect de la diversité humaine et qui prennent en compte les besoins et les traditions liés au contexte local afin de préparer les apprenants à devenir des citoyens du monde⁶⁰. Il importe que ces programmes soient mieux adaptés aux économies futures et au monde du travail, comme nous le verrons plus loin.

IV. Le caractère évolutif du monde du travail

41. Tout au long de l'histoire, le concept et la nature du travail n'ont cessé d'évoluer. Aujourd'hui, les emplois et les personnes qui les occupent sont sous l'influence croissante de forces extérieures qui évoluent rapidement et échappent à tout contrôle individuel. Ces forces sont, notamment, l'innovation technologique, la mondialisation, la modification de la structure des échanges commerciaux, les conflits armés, les changements climatiques et l'évolution des valeurs sociales. Collectivement, ces éléments modulent le pouvoir d'action concernant le choix de l'emploi, ainsi que l'accès au travail et la demande d'emploi.

42. La structure de la main-d'œuvre continue également de changer dans le monde. Par exemple, dans la mesure où les gens vivent plus longtemps et en meilleure santé, leur participation au marché du travail se trouve prolongée. Pour les cohortes de travailleurs les plus âgés, il faudra donner la priorité au perfectionnement des compétences, au recyclage professionnel, à la flexibilité et à la diversité des compétences. L'apprentissage continu et l'apprentissage intergénérationnel peuvent concourir au renforcement des capacités tout en améliorant notre compréhension de l'humanité que nous partageons. Par ailleurs, sur de nombreux marchés du travail, les compétences acquises ne correspondent pas aux exigences évolutives de nombreux employeur(euse)s. Dans certaines régions du monde, la hausse du chômage se poursuit et s'accompagne d'une faible productivité dans certains secteurs, notamment l'agriculture.

43. De plus en plus, l'emploi est apprécié pour son potentiel d'épanouissement personnel. Depuis la pandémie de COVID-19, davantage de travailleurs se sentent liés à leurs collègues et à leurs superviseurs et trouvent un sens à leur travail. Alors que les employeurs adoptent de plus en plus des horaires de travail hybride à long terme, il est encourageant de relever que le lieu de travail a 3,8 fois moins d'influence sur le stress des employés que la motivation de ces derniers. De fait, la motivation des employés a atteint un niveau record de 23 % des participants à l'enquête⁶¹. Les implications sont prometteuses non seulement pour le bien-être des travailleurs, mais aussi pour la productivité et la croissance économique.

44. Dans le même temps, l'on s'inquiète de plus en plus de la situation des personnes qui ne sont pas motivées, mais restent physiquement présentes sur le lieu de travail. Si ce phénomène, appelé « démission silencieuse », concerne

⁵⁹ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, « Cyberharcèlement des enfants », déclaration, 27 septembre 2023.

⁶⁰ Nations Unies, « Notre Programme, Note d'orientation n° 10 : transformer l'éducation » (juillet 2023).

⁶¹ Gallup, *State of the Global Workplace: 2023 Report*.

principalement l'emploi formel dans les pays développés, ce manque d'implication psychologique entraînerait des pertes allant jusqu'à 9 % du produit intérieur brut mondial, soit 8 800 milliards de dollars⁶². Le stress et l'épuisement professionnel, qui contribuent à ce phénomène, étaient déjà en augmentation avant la pandémie de COVID-19. En général, les perspectives d'emploi sont plus prometteuses pour les travailleurs du monde entier sur les plans à la fois personnel et financier.

45. Le chemin vers la reprise du marché du travail est apparu différent entre les pays développés et les pays en développement. Pour certains pays en développement, ce processus a été beaucoup plus lent, car leurs économies dépendaient davantage de secteurs fortement touchés par la pandémie, tels que le tourisme et l'hôtellerie. Ces pays ont également été handicapés par l'incapacité de soutenir financièrement leurs travailleurs les plus vulnérables, notamment en raison d'une dette extérieure persistante. Les taux de chômage atteignent 30 % dans certains pays en développement, contre environ 5 % dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), soit le taux le plus bas depuis 2001⁶³. Dans l'ensemble, la participation au marché du travail a entièrement retrouvé ses niveaux d'avant la pandémie, même si un certain déséquilibre est apparu entre les différents secteurs du marché.

46. Le respect des principes du travail décent est essentiel à la réussite de la relève. Il s'agit notamment de fournir une protection sociale et des possibilités d'intégration sociale, ainsi que de reconnaître le droit de s'organiser, d'avoir un revenu équitable, d'accéder aux processus décisionnels et d'être protégé contre la discrimination. Ces normes revêtent une importance particulière dans les pays les moins avancés, où près de 90 % du travail est informel⁶⁴. Les travailleurs du secteur informel peuvent ne bénéficier que d'une sécurité de l'emploi ou d'une sécurité sociale minimale, de revenus faibles ou instables, de possibilités de formation professionnelle limitées et de normes de santé et de sécurité inadéquates sur le lieu de travail⁶⁵.

47. Outre les travailleurs du secteur informel, les jeunes sont touchés de manière disproportionnée alors que le monde reconstruit ses marchés du travail. Le chômage vécu au cours des premières années de la carrière d'un(e) jeune entraîne un risque accru de chômage plus tard dans la vie – phénomène connu sous le nom d'« effet cicatrice »⁶⁶. Les conséquences en sont des revenus plus faibles, des pensions moins élevées et moins de possibilités d'avancement de carrière. Malgré ces difficultés, les jeunes d'aujourd'hui détiennent la clé de la progression vers la réalisation des objectifs de développement durable grâce à l'innovation et à l'ingéniosité.

48. Le rôle des femmes au sein de la population active continue de se heurter à des écueils. Au rythme où évolue actuellement la situation⁶⁷, il faudrait plus de 250 ans pour combler l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes et les femmes n'occupent toujours que 28 % des postes de direction⁶⁸. Combler ces lacunes pourrait stimuler l'économie mondiale à hauteur de 7 000 milliards de dollars⁶⁹. Les forces qui entretiennent ces inégalités sont notamment la limitation de l'accès à la protection

⁶² Ibid.

⁶³ Forum économique mondial, *The Future of Jobs Report 2023* (Genève, mai 2023).

⁶⁴ OIT, *Le présent et l'avenir du travail dans les pays les moins avancés* (avril 2022).

⁶⁵ OIT, « Du travail précaire au travail décent », document final du colloque des travailleurs sur les politiques et les réglementations destinées à lutter contre l'emploi précaire (Genève, 2012).

⁶⁶ BIT, *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2021* (Genève, 2021), encadré 1.2, p. 25.

⁶⁷ UN News, « Closing gender pay gaps is more important than ever », 18 septembre 2022.

⁶⁸ Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), « Forecasting women in leadership positions », note technique (2023).

⁶⁹ ONU-Femmes, « Faits et chiffres : L'autonomisation économique », disponible à l'adresse suivante : <https://www.unwomen.org/fr/notre-travail/autonomisation-economique/faits-et-chiffres> (consulté le 14 mars 2024).

sociale, la faiblesse des salaires, la surreprésentation dans le travail informel et non rémunéré, le caractère limité du contrôle sur les avoirs productifs, les obstacles à l'esprit d'entreprise et les pratiques discriminatoires. On estime que le travail non rémunéré des femmes représenterait plus de 40 % du produit intérieur brut national, si seulement on lui attribuait une valeur monétaire⁷⁰.

49. Souvent négligées, les personnes handicapées constituent une composante tout aussi essentielle du monde du travail. Le handicap continue de faire l'objet de discriminations sur le lieu de travail en raison de perceptions erronées, de préjugés et de mythes persistants sur les coûts et les capacités. Il faut véritablement accélérer la cadence des réformes pour rendre les environnements physiques et virtuels accessibles aux personnes handicapées et pour mettre en place une législation antidiscriminatoire. Selon une enquête récente, seuls 3 % des États mentionnent les femmes handicapées dans leurs lois relatives aux incitations à l'emploi des personnes handicapées et aux aménagements raisonnables pour les travailleur(euse)s handicapé(e)s. Le taux d'emploi des personnes handicapées représente environ la moitié du taux d'emploi des personnes non handicapées. Les jeunes personnes handicapées sont deux fois plus susceptibles que les autres jeunes de se trouver privées de scolarisation, d'éducation et de formation. De nombreux lieux de travail ne sont pas accessibles, faute de mesures d'aménagement raisonnable et de technologies d'assistance. Au niveau mondial, le taux d'accessibilité des agences de l'emploi pour les utilisateurs de fauteuils roulants a atteint 62 % en 2022⁷¹.

50. Traditionnellement, les migrations ont eu des répercussions favorables sur le développement des pays d'origine et des pays de destination. En 2022, la valeur des envois de fonds des travailleur(euse)s migrant(e)s s'élevait à 647 milliards de dollars⁷². La hausse constante du nombre de personnes en situation de déplacement, actuellement estimé à 3,6 % de la population mondiale, rend les sociétés plus dynamiques, comble les pénuries de certaines compétences et favorise la croissance économique⁷³. Ces atouts pourraient être exploités par le biais de politiques de migration de main-d'œuvre plus flexibles, qui permettraient de résoudre le paradoxe actuel fait de pénuries de main-d'œuvre dans certains pays et de taux de chômage élevés dans d'autres.

51. Ces déplacements sont malheureusement souvent dictés par des conflits armés, des violations des droits de l'homme et des persécutions. Le nombre de personnes déplacées de force a augmenté de 1,6 million par rapport à 2022, pour atteindre 110 millions à la mi 2023⁷⁴. L'impact relatif de la migration dépend largement des paramètres juridiques, tels que le droit au travail, et de l'environnement socioéconomique du pays d'accueil. En conséquence, les travailleur(euse)s migrant(e)s occupent de manière disproportionnée des emplois informels et peu qualifiés, qui les obligent à vivre dans des conditions précaires⁷⁵. Dans certains pays, ces observations s'appliquent également aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. La formalisation de ces emplois par la mise en œuvre de contrats transparents et sûrs, l'extension des services d'aide sociale et la rationalisation des processus d'enregistrement des entreprises peuvent contribuer à créer les conditions qui permettront aux travailleur(euse)s migrant(e)s ou du secteur informel de

⁷⁰ Ibid.

⁷¹ *Rapport sur le handicap et le développement 2024* (publication des Nations Unies, 2024), résumé.

⁷² Organisation internationale pour les migrations (OIM), « Données et recherche », disponible à l'adresse suivante : <https://www.iom.int/fr/donnees-et-recherche> (consulté le 14 mars 2024).

⁷³ M. McAuliffe et A. Triandafyllidou (dir. publ.), *État de la migration dans le monde 2022* (Organisation internationale pour les migrations (OIM), Genève, 2021).

⁷⁴ UN News, « Over 114 million displaced by war, violence worldwide », 25 octobre 2023.

⁷⁵ OIT, « S'attaquer au déficit de travail décent », 6 juillet 2006.

contribuer, où qu'ils se trouvent, de manière constructive aux actions de développement.

52. L'impact de l'innovation technologique sur la croissance économique et le développement est complexe. D'une part, elle crée de nouveaux produits, de nouveaux marchés et les emplois qui en découlent. D'autre part, elle peut perturber les marchés du travail, augmenter le chômage et supprimer les salaires en réduisant le rôle de l'homme dans les processus de production et de distribution. De même, l'intelligence artificielle a eu un impact favorable sur la productivité dans plusieurs secteurs en rationalisant considérablement la communication, la programmation, la rédaction, le traitement des données et la gestion de projets. Elle a également favorisé une prise de décision plus éclairée grâce à l'analyse prédictive. Au niveau mondial, un tiers des entreprises ont adopté une application commerciale d'intelligence artificielle pour au moins un objectif dans les six mois suivant son introduction, tandis que 40 % d'entre elles prévoient d'investir dans l'expansion de l'intelligence artificielle⁷⁶. Dans le même temps, les économies hautement développées sont plus susceptibles de mettre à contribution ces nouveaux processus pour créer des possibilités de travail décent, alors que les pays les moins avancés ne disposent pas des mêmes capacités.

53. Les travailleurs sont à la fois soutenus et inhibés par les plateformes numériques. Sur une note plus encourageante, ces avancées facilitent l'accessibilité à l'emploi en reliant l'offre à la demande. En permettant un aménagement des modalités de travail et en rationalisant le processus de comparaison des emplois, la technologie renforce également l'autonomie individuelle des travailleurs. Dans le même temps, l'introduction rapide de ces nouvelles plateformes dans des secteurs où la réglementation peut être inexistante pose des problèmes juridiques. En l'absence de protection sociale et d'une sécurité adéquate, les travailleurs indépendants qui utilisent ces plateformes sont davantage exposés à des risques d'exploitation.

54. La demande de main-d'œuvre et de compétences continue d'être influencée par les innovations technologiques. Les entreprises prévoient que d'ici à 2027 44 % des compétences de base des travailleurs seront soumis à des bouleversements parce que la technologie évolue plus vite que les entreprises ne peuvent concevoir et mettre au point leurs programmes de formation⁷⁷. Il faudra nécessairement adopter des mesures plus proactives pour s'adapter à ces circonstances qui évoluent rapidement. Il s'agit notamment d'améliorer les compétences des travailleurs et d'élargir l'accès aux programmes de formation professionnelle, comme indiqué plus haut.

55. L'accès au travail décent s'améliore, mais il reste encore beaucoup à faire. Pour l'avenir, il faudra donner la priorité à l'inclusion afin d'éviter que les groupes vulnérables ne soient encore plus désavantagés. Les travailleur(euse)s du secteur informel et les employé(e)s de maison doivent être reconnus et protégés afin que soit garantie leur participation égale au système global du travail et de la croissance économique.

56. L'évolution du milieu du travail doit s'accompagner d'une amélioration en ce qui concerne l'égalité de traitement. Plus de la moitié des femmes en âge de travailler ne sont pas sur le marché du travail⁷⁸. Les femmes qui travaillent perçoivent en moyenne un salaire inférieur de 14 % à celui des hommes⁷⁹. En outre, les travailleur(euse)s qui occupent des postes élémentaires gagnent la moitié du salaire horaire de leurs

⁷⁶ *World Economic Situation and Prospects 2024* (publication des Nations Unies, 2024).

⁷⁷ Forum économique mondial, *The Future of Jobs Report*.

⁷⁸ *Les Femmes dans le monde 2020 : tendances et statistiques* (publication des Nations Unies, 2020).

⁷⁹ OIT, « Évaluation de l'état actuel du marché du travail mondial : implications pour la réalisation des objectifs mondiaux », 13 mars 2023.

homologues professionnels. Dans les pays qui accueillent le plus de travailleur(euse)s migrant(e)s, la rémunération de ces derniers est inférieure de 13 % à celle des travailleur(euse)s locaux(ales)⁸⁰. Pour inverser ces tendances, il faudra faire mieux connaître la contribution des travailleurs de tous les horizons en reconsidérant nos perceptions et en facilitant la mise en place des conditions d'un travail décent.

57. La transformation de l'économie est déterminée non seulement par les évolutions technologiques, mais aussi par des forces juridiques, réglementaires et sociopolitiques. La loi sur l'intelligence artificielle adoptée par l'Union européenne en mars 2024 est l'une de ces interventions juridiques qui visent à faire respecter les droits des consommateurs de l'intelligence artificielle et à les protéger contre l'exploitation.

58. La mise en valeur des ressources humaines est tributaire de la capacité à s'adapter au caractère constamment évolutif du travail. Il faut, à cet égard, que l'on prenne de plus en plus conscience, au niveau mondial, de la manière dont les compétences et les aptitudes diffusées par les migrations contribuent à équilibrer la productivité, l'offre et la demande. Il importe non seulement de soutenir les programmes de formation qui favorisent les compétences transférables, mais aussi de les reconnaître officiellement dans le cadre de normes communes internationales et nationales. Le perfectionnement continu s'impose tout au long de la vie si l'on veut pouvoir s'adapter à l'évolution de la situation, d'où la nécessité d'élargir l'accès à ces ressources.

V. Exploitation du potentiel de la transition numérique

59. Les technologies numériques se développent plus rapidement que jamais et sont désormais présentes dans tous les volets de la vie humaine. Paradoxalement, ils peuvent faciliter ou neutraliser des améliorations durables en matière de santé, d'éducation, de travail et autres. Il faut impérativement adopter des stratégies de gestion appropriées, qui garantissent que ces technologies seront mises en œuvre de manière à améliorer la qualité de la vie et à permettre de progresser vers la réalisation des objectifs du Programme 2030, en ne laissant personne de côté.

60. La mise en valeur des ressources humaines devrait bénéficier notablement de ces avancées technologiques. L'éducation peut être plus inclusive, plus complète et plus abordable. Les soins de santé peuvent offrir un continuum de soins plus rationalisé, plus collaboratif et de meilleure qualité. Le travail peut être plus accessible, plus efficace, plus productif et plus utile. Ces avantages continuent de gagner en importance au lendemain de la pandémie de COVID-19.

61. Si ces avancées n'ont pas toujours été également partagées, la fracture numérique se réduit. Il existe encore des lacunes persistantes en matière de couverture et d'utilisation, en particulier pour les habitants des pays en développement et des zones rurales, les femmes et les populations autres que les jeunes. On estime que près de 98 % de la population mondiale était couverte par un réseau 3G à la fin de 2020, contre, toutefois, un taux de 76 % pour les pays les moins avancés⁸¹. En outre, il a été établi que, dans les pays en développement, les adultes qui utilisent les technologies numériques sont 29 % plus nombreux dans les zones urbaines que dans les zones

⁸⁰ UN News, « ILO study finds migrants earn much less than locals, and the gap is widening », 14 décembre 2020.

⁸¹ Nations Unies, Base de données mondiale relative aux indicateurs de suivi des objectifs de développement durable, cible 9C, disponible à l'adresse suivante : <https://sdgs.un.org/sites/default/files/2021-07/2021%20target%209C%20HLPF%20-%20202010622.pdf> (évaluée le 2 juillet 2024).

rurales⁸². Si l'accessibilité financière et le manque de compétences numériques sont cités comme étant les principaux obstacles dans les zones de faible utilisation, le coût moyen des services mobiles à large bande diminue dans le monde entier⁸³. En 2023, 78 % des personnes âgées de plus de 10 ans dans le monde possédaient un téléphone cellulaire⁸⁴.

62. L'impact potentiel des avancées technologiques est également déterminé par le rôle des États. Le rythme rapide de l'innovation a laissé des vides réglementaires et des défis politiques importants auxquels ces entités doivent faire face pour combler les lacunes en matière de couverture et d'utilisation. Il y a donc lieu de renforcer les capacités pour pouvoir tirer parti du potentiel de la numérisation et améliorer ainsi les progrès dans la mise en œuvre du Programme 2030. La question revêt une importance particulière pour les travailleur(euse)s du secteur informel, qui utilisent de plus en plus les technologies numériques pour améliorer l'efficacité et la portée commerciale de leurs start-ups, de leurs petites entreprises ou de leurs commerces de rue. Dans l'état actuel des choses, ces travailleur(e)s ne sont pas pris(es) en compte dans les cadres réglementaires, ce qui les expose à une protection insuffisante, à la précarité professionnelle et à des traitements injustes. Les futures politiques dans ce domaine devront donc accorder la priorité aux emplois informels et aux personnes qui les occupent.

63. Les plateformes numériques telles que les médias sociaux et les algorithmes sur lesquels elles reposent façonnent de plus en plus nos décisions et nos comportements au-delà des écrans. Des relations interpersonnelles à long terme commencent souvent en ligne, des individus peuvent partager des passe-temps et des passions de niche avec des communautés qui partagent les mêmes idées aux quatre coins du monde, et les gens sont poussés à l'action par d'autres personnes qu'ils ne connaissent que par leur nom d'utilisateur. La façon dont nous nous percevons, dont nous mangeons, dont nous choisissons une carrière, dont nous fondons une famille, dont nous réfléchissons aux questions sociales et dont nous votons pour les dirigeants politiques est en train d'évoluer d'une manière qui continuera d'avoir des conséquences imprévues.

Transition numérique : risques et atouts

64. L'intégration de plus en plus poussée des technologies numériques dans notre vie quotidienne n'est pas sans conséquences. Déterminer dans quelle mesure ces risques et ces écueils affectent le développement durable constitue une première étape sur la voie de l'atténuation des effets qu'ils pourraient exercer sur la réalisation du Programme 2030. Les dangers sont complexes et d'une portée considérable. Par exemple, non seulement l'absence d'une culture numérique entrave l'utilisation de l'internet, mais aussi elle aggrave la vulnérabilité à la désinformation en ligne, aux contenus préjudiciables, aux escroqueries et aux cyberattaques.

65. La conception et la production des services numériques, et aussi la dépendance accrue à leur égard, peuvent à la fois exacerber et atténuer les inégalités existantes. Le fait que peu de femmes soient employées dans le secteur numérique peut favoriser l'encodage de préjugés sexistes dans les technologies numériques émergentes. Par exemple, la programmation par défaut des assistants vocaux peut perpétuer des

⁸² Ibid.

⁸³ Union internationale des télécommunications (UIT), « Facts and figures 2022: Latest on global connectivity amid economic downturn », 30 novembre 2022.

⁸⁴ UIT, « Facts and figures 2023: Mobile phone ownership », disponible à l'adresse suivante : <https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/2023/10/10/ff23-mobile-phone-ownership/> (consulté le 17 avril 2024).

stéréotypes féminins de soumission, promouvoir l'acceptation du harcèlement sexuel et modéliser les réponses des femmes et des filles aux sollicitations⁸⁵.

66. Comme pour toute technologie, l'application de l'intelligence artificielle dans des contextes différents de ceux où elle a été conçue peut avoir des conséquences limitées ou préjudiciables. L'utilisation de l'intelligence artificielle dans les soins de santé peut améliorer l'inclusivité, mais elle peut aussi mettre en péril la confidentialité des patients. L'impact social, personnel et biologique de la réduction des interactions personnelles dans un domaine centré sur l'homme ne doit pas être négligé.

67. Si ces impacts ne sont pas toujours voulus, leur influence sur la qualité de vie d'un individu ne doit pas être sous-estimée. Les améliorations techniques apportées aux technologies numériques peuvent contribuer à éviter ces écueils. Les conséquences de nature éthique doivent également être abordées. La surveillance accrue de nos activités quotidiennes, de nos habitudes de consommation, de nos recherches en ligne et de nos conversations pourrait être utilisée pour défendre ou violer des droits humains fondamentaux⁸⁶. Les systèmes de reconnaissance faciale peuvent être utilisés pour lutter contre le terrorisme ou pour cibler et étouffer des opinions politiques défavorables. Ce manque de transparence et de protection peut alimenter une méfiance croissante à l'égard des technologies et de ceux(elles) qui sont chargé(e)s de les réglementer.

68. Pour l'avenir, il faudra coordonner les actions afin que les résultats de la transition numérique soient plus constructifs que préjudiciables. Pour atteindre réellement cet objectif, la pratique d'une gouvernance harmonisée est apparue comme une priorité absolue dans la première résolution (la résolution 78/265) que l'Assemblée générale a adoptée, le 21 mars 2024, sur les systèmes d'intelligence artificielle pour le développement durable. Les résultats constructifs comprennent une inclusion et une flexibilité accrues dans les écoles et les lieux de travail, une meilleure accessibilité des soins de santé et des services publics et une résolution plus efficace des problèmes transfrontaliers. Les résultats préjudiciables se traduisent par des possibilités accrues de discrimination et d'exploitation, une cohésion sociale amoindrie et une prise de décision mal informée. Pour prévenir ces derniers, il faudra donner la priorité à une approche centrée sur les personnes et fondée sur les besoins, à une collaboration à l'échelle mondiale, à l'inclusivité, à l'interopérabilité et à des normes communes. Un bon début consisterait à investir dans des infrastructures publiques numériques, qui prendraient la forme de systèmes numériques partagés, intégrant ces éléments dans leur fonctionnement⁸⁷.

69. Le projet de pacte numérique mondial fait également ressortir l'importance que revêt un avenir numérique accessible, sûr et gratuit pour tous. Le pacte, qui devrait être adopté lors du Sommet de l'avenir en 2024, aura pour ambition d'associer toutes les parties prenantes et de définir des normes de responsabilité susceptibles de limiter la désinformation et la discrimination. Il s'attachera aussi à trouver des solutions aux lacunes que présente la desserte numérique, à intégrer les droits humains dans les

⁸⁵ UNESCO et EQUALS Skills Coalition, « I'd blush if I could: closing gender divides in digital skills through education » (Paris, 2019).

⁸⁶ UN75, « The impact of digital technologies », disponible à l'adresse suivante : <https://www.un.org/en/un75/impact-digital-technologies#:~:text=Digital%20technologies%20have%20advanced%20more%20rapidly%20than%20any,public%20services%2C%20technology%20can%20be%20a%20great%20equaliser> (consulté le 1^{er} avril 2024).

⁸⁷ Programme des Nations Unies pour le développement, « Accelerating the SDGs through digital public infrastructure: A compendium of the potential of digital public infrastructure », 21 août 2023.

espaces numériques et à donner aux citoyens une plus grande autonomie quant à l'utilisation de leurs données⁸⁸.

70. À l'effet de prévenir l'utilisation des nouvelles technologies numériques à des fins de corruption ou d'exploitation, l'on devra mettre en œuvre des processus réglementaires multifformes. Il faudra donc renforcer les capacités institutionnelles de manière à acquérir les connaissances techniques et juridiques requises pour garantir la sécurité des personnes tout au long de cette transition. En outre, le renforcement de la capacité politique à relever les défis liés aux nouvelles technologies permettra aux décideurs d'élaborer des politiques plus adaptées et plus inclusives grâce à une prise de décision éclairée.

VI. Messages clés

71. Les dernières décennies ont été marquées par la réalisation de progrès considérables dans le domaine de la mise en valeur des ressources humaines. Les gens vivent plus longtemps et, généralement, en meilleure santé. Pour de nombreux jeunes, la réussite d'une carrière se fonde sur de nombreuses années d'études. Les inégalités entre les sexes ont diminué dans le domaine de l'éducation. La technologie a facilité les tâches quotidiennes et favorisé ainsi une utilisation plus efficace du temps. Ces avantages n'ont cependant pas touché la société tout entière. Le principe consistant à « ne laisser personne de côté », qui est bien en vue dans le Programme 2030, est un facteur clé de la réussite de la mise en valeur des ressources humaines, que l'on se réfère au passé ou à l'avenir.

72. Investir dans la mise en valeur des ressources ne devrait pas constituer un objectif en soi. L'objectif devrait consister à créer une dynamique qui permettra d'atteindre d'autres objectifs, à la fois au niveau individuel et au niveau de la société. Par exemple, les investissements dans l'éducation favoriseront l'esprit d'entreprise, la pensée critique et créative et la sensibilisation à l'environnement, ce dont tirera profit la société dans son ensemble. La technologie et les outils d'éducation numérique peuvent contribuer à renforcer ces compétences. Il en va de même pour l'investissement dans la santé. Des sociétés plus saines donneront vie à des citoyens plus résilients, plus actifs et plus engagés. Investir dans des emplois productifs peut renforcer les sociétés et les rendre plus réactives aux chocs extérieurs.

73. L'essor de l'élaboration et de la mise en œuvre de l'intelligence artificielle pourrait accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable. Dans cette optique, il s'agit d'accroître le financement et l'investissement dans les garanties destinées à atténuer les conséquences préjudiciables éventuelles dans les programmes de formation et dans le soutien à l'expansion de l'intelligence artificielle dans les pays en développement. Le meilleur moyen d'y parvenir consiste à instaurer une collaboration qui, en associant les secteurs privé et public et le système des Nations Unies, devrait permettre de promouvoir des pratiques commerciales non discriminatoires et équitables, des procédures d'établissement de rapports sur les progrès accomplis et le respect de la réglementation juridique et des droits humains. L'adoption d'un cadre de gouvernance approprié pour l'intelligence artificielle peut également atténuer bon nombre de ses effets préjudiciables, tout en facilitant l'impact bénéfique qu'elle pourrait produire.

74. La mise en valeur des ressources humaines devrait viser avant tout à améliorer la vie des personnes. Le renforcement des liens avec les objectifs de développement

⁸⁸ Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies, « Pacte numérique mondial », disponible à l'adresse suivante : <https://www.un.org/techenvoy/global-digital-compact> (consulté le 1^{er} avril 2024).

durable s'applique également aux éléments clés de la mise en valeur des ressources humaines. Il apparaît donc essentiel de se doter d'une vision unifiée de l'investissement dans les citoyens, aux niveaux national et mondial. Il faudra, pour ce faire, obtenir la participation active de toutes les parties prenantes de la société, au-delà des pouvoirs publics, notamment les étudiants, les enseignants, les prestataires de soins de santé, les organisations non gouvernementales et les entreprises, pour n'en citer que quelques-unes. Il importe tout particulièrement de prendre en compte la voix des jeunes. Leurs initiatives devraient bénéficier des investissements, puisqu'il leur reviendra de gérer les sociétés futures et leurs défis non résolus.

75. Comme il a été constaté plus haut, le multilatéralisme offre la solution à certains des obstacles que pose la mise en valeur des ressources humaines. Dans sa résolution [77/182](#), l'Assemblée générale a souligné que les obstacles transfrontières à la valorisation des ressources humaines doivent être éliminés au moyen de solutions transfrontières. La solidarité à l'échelle mondiale et le bien-être de tous sont intimement liés. Le Sommet de l'avenir, qui se tiendra en septembre 2024, devrait aborder cette problématique. Comme l'a montré l'expérience vécue lors de la pandémie de COVID-19, la réussite de la coopération mondiale est tributaire de la volonté d'agir collectivement pour améliorer la condition humaine pour tous.

76. Le Sommet sur les objectifs de développement durable de 2023 a débouché sur 12 initiatives à fort impact, destinées à dynamiser le Programme 2030 à mi-parcours de sa mise en œuvre. Nombre de ces initiatives ont une incidence directe sur la mise en valeur des ressources humaines à l'échelle mondiale. L'initiative à fort impact sur la transformation des systèmes alimentaires se concentrera sur les systèmes alimentaires durables, la lutte contre la faim et la promotion de la bonne intendance de l'environnement. L'initiative liée à l'Accélérateur mondial se focalise sur la création d'emplois et la protection sociale dans le souci d'ouvrir la voie à un monde du travail plus juste et plus inclusif pour tous. L'initiative relative à la transformation de l'éducation, qui s'appuie sur le Sommet sur la transformation de l'éducation de 2022, vise à promouvoir l'apprentissage en vue de construire un avenir meilleur pour tous. Il est primordial que le plan de relance des objectifs de développement durable mobilise un financement abordable à long terme d'au moins 500 milliards de dollars par an, y compris pour les objectifs dont l'importance est liée à l'investissement dans le capital humain et qui concernent la santé, l'éducation et l'emploi.

77. Ces initiatives renforceront davantage l'investissement dans les ressources humaines, en faisant en sorte qu'en définitive le développement profite à toutes et à tous, partout dans le monde. Le Sommet de l'avenir de 2024 et le Deuxième Sommet mondial pour le développement social, qui se tiendra en 2025, donneront un élan supplémentaire aux initiatives visant à atteindre cet objectif global qu'est la réalisation des objectifs de développement durable.
